

Cote du document: EB 2021/LOT/G.1
Date: 29 septembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de don au titre du guichet mondial/régional en faveur de la

Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le

Programme de renforcement des droits fonciers en vue de la prospérité et de la résilience du monde rural

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Thouraya Triki

Directrice

Division production durable, marchés et institutions

téléphone: +39 06 5459 2178

courriel: t.triki@ifad.org

Jean-Philippe Audinet

Conseiller technique principal (monde), Institutions

téléphone: +39 06 5459 2305

courriel: j.audinet@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe

Gouvernance institutionnelle

et relations avec les États membres

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don, telle qu'elle figure au paragraphe 16.

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Partout dans le monde, les droits fonciers de la majorité des habitants des zones rurales ne sont pas suffisamment garantis. Les questions foncières représentent donc un enjeu primordial en matière de développement agricole et rural, comme le reconnaissent la Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, le Cadre et les directives sur les politiques foncières en Afrique et la cible des objectifs de développement durable selon laquelle il convient de faire en sorte que d'ici à 2030, tous les hommes et toutes les femmes aient les mêmes droits en matière de propriété et de contrôle des terres.
2. Les avancées en matière de droits fonciers sont difficiles à mesurer, en raison du manque de données cohérentes et du fait que peu de pays communiquent des informations relatives aux objectifs fonciers dans le cadre de leurs rapports nationaux volontaires. La Coalition internationale pour l'accès à la terre (ci-après, la Coalition) est résolue à accélérer les progrès vers la réalisation des cibles des objectifs de développement durable relatives aux questions foncières – en particulier concernant les indicateurs 1.4.2, 5.a.1 et 5.a.2 – grâce à la puissance de son réseau multipartite (252 organisations membres, 29 plateformes nationales, 21 plateformes thématiques, 4 plateformes régionales) pour permettre un véritable changement. Ces plateformes, dirigées par leurs membres, collaborent quant à elles avec un grand nombre d'autres partenaires, et cherchent à favoriser la mise en œuvre d'une gouvernance foncière centrée sur les personnes ainsi qu'à faciliter une reproduction à plus grande échelle en établissant des partenariats stratégiques. Ces six dernières années, les ressources apportées par le FIDA ont permis à la Coalition de mobiliser des financements supplémentaires à hauteur de près de 100 millions d'USD, ce qui a eu un important effet multiplicateur et de levier financier. La contribution financière du FIDA à la Coalition se distingue par sa stabilité dans le temps, le Fonds ayant versé, depuis 1998, une contribution moyenne de 900 000 USD par an. Cet appui constant et prévisible, conjugué au renouvellement répété de l'accord d'hébergement par le FIDA et à la croissance continue du nombre de membres de la Coalition, a joué un rôle essentiel dans la mobilisation de contributions bien plus importantes de la part d'autres donateurs, contribuant ainsi au renforcement de l'influence et de l'impact de la Coalition. La Coalition a, en effet, atteint ses objectifs au cours des cycles stratégiques précédents, grâce à un cadre rigoureux d'évaluation et de suivi qui a conféré au FIDA visibilité et assurance quant aux avantages de ce partenariat. Chaque cycle stratégique de la Coalition est évalué: i) à mi-parcours par une société externe sous la surveillance du Conseil de la Coalition; ii) lors de la phase finale, par une évaluation d'impact à l'achèvement. Des évaluations ont été menées en 2014, 2015, 2017 et 2020 dans le cadre du système de suivi régulier de la Coalition et sont financées, au prorata, par l'ensemble des donateurs de la Coalition. En outre, certains donateurs ont mené des évaluations ponctuelles supplémentaires (par exemple, l'Union européenne a réalisé ses propres évaluations en 2017 et en 2020). La plus récente de ces évaluations externes a conclu que la Coalition et ses membres avaient contribué à 96 réformes de politiques ayant trait à la législation foncière dans 30 pays, ainsi qu'à 170 modifications des pratiques, sur la période 2016-2021. Une description plus détaillée des principaux impacts de la

Coalition sur la période 2011-2021 est présentée dans l'appendice. En 2022, la Coalition lancera une nouvelle stratégie pour la période s'achevant en 2030, laquelle visera à rattraper le retard dans ses pays cibles, à l'appui d'une transformation inclusive du monde rural et de la réalisation des cibles foncières des objectifs de développement durable.

3. Pour accroître les synergies et l'impact, la Coalition et le Bureau du FIDA pour les questions foncières ont élaboré une feuille de route conjointe (2020-2022) en consultation avec le Département de la gestion des programmes, le Département de la stratégie et des savoirs et la Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale. En facilitant une collaboration renforcée entre le FIDA et l'ensemble du réseau de la Coalition, dans 13 pays, cette feuille de route favorise la reproduction à plus grande échelle et la durabilité de l'impact du FIDA. Ses activités font partie du programme de travail global de la Coalition pour 2021 et 2020. La mise en œuvre de la feuille de route et ses résultats sont évalués chaque année et des comptes rendus sont adressés au FIDA et à la Coalition. Indépendamment de la feuille de route, les travaux menés en matière de sensibilisation, de gestion des connaissances et d'influence sur les politiques par le réseau de la Coalition aux niveaux national, régional et mondial contribuent à créer un environnement plus favorable aux investissements du FIDA à l'appui des petits exploitants agricoles, des femmes, des jeunes et des peuples autochtones vivant en milieu rural.
4. Cette proposition associe le point fort de la Coalition – la mise en œuvre de changements systémiques novateurs, durables et inclusifs – à la capacité du FIDA à financer des programmes et à aider les pouvoirs publics à transformer le monde rural.
5. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique du FIDA sur les dons ordinaires (2021)¹ visant à i) promouvoir des approches innovantes, axées sur l'être humain et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle dans une optique de renforcement de l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) améliorer les actions de sensibilisation et la contribution du FIDA à l'élaboration des politiques, et générer des connaissances et les partager au profit de l'impact sur le développement.
6. Le bénéficiaire a été choisi par voie de sélection directe, laquelle a été approuvée, en avril 2021, par le Comité du FIDA chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques, compte tenu de la nature unique de la Coalition et des solides résultats obtenus jusqu'à présent.

II. Le programme proposé

7. L'objectif général du programme est d'accélérer le rythme des progrès à accomplir pour atteindre les cibles des objectifs de développement durable relatives aux droits fonciers et assurer ainsi la prospérité et la résilience du monde rural. Ses objectifs sont d'améliorer les politiques et les capacités en la matière grâce aux mesures suivantes:

¹ Voir le document EB 2021/132/R.3.

- i) élaborer ou mettre en œuvre, dans 28 pays, des politiques et des programmes destinés à garantir les droits fonciers et à favoriser une transformation inclusive et durable du monde rural²;
 - ii) améliorer l'efficacité du suivi assuré par les systèmes de production et de gestion des données à l'égard des progrès accomplis à l'aune des cibles des objectifs de développement durable relatives aux droits fonciers, dans le but de favoriser la prise de décisions fondées sur les faits en matière d'investissements et de politiques;
 - iii) faire en sorte que les processus d'élaboration des politiques internationales dans le domaine de la transformation du monde rural défendent la cause des droits fonciers, en tenant compte des priorités et des avis exprimés par les femmes, les jeunes et les peuples autochtones des zones rurales.
8. Le groupe cible se composera de ruraux vivant de leur terre, dont les droits fonciers ne sont pas garantis ou qui manquent de contrôle sur les terres dont ils ont besoin. Il s'agit de peuples autochtones, d'exploitants familiaux et de paysans sans terre, de jeunes et de femmes vivant en milieu rural, d'éleveurs pastoraux, de pêcheurs, d'habitants des forêts et de personnes touchées par des conflits fonciers. Ces groupes représentent 40% des 252 membres de la Coalition, soit plus de 70 millions de personnes: il s'agit des bénéficiaires directs des actions de la Coalition.
9. Le programme se déroulera sur deux ans et comprendra les composantes suivantes:
- **Composante 1:** renforcement des plateformes nationales multipartites pour promouvoir la sécurité des droits fonciers de façon durable et inclusive
 - **Composante 2:** amélioration de la disponibilité et de l'utilisation des données aux fins de la réalisation des cibles des objectifs de développement durable relatives aux droits fonciers
 - **Composante 3:** renforcement de la visibilité et de la connaissance des processus régionaux et mondiaux afin d'accélérer les progrès vers la réalisation des cibles des objectifs de développement durable ayant trait aux droits fonciers
10. Concernant les liens avec les opérations du FIDA, la feuille de route du FIDA et de la Coalition présente les liens directs qui existent entre la programmation du Fonds et le réseau de la Coalition, qui seront facilités en 2021-2022. Cela couvre:
- i) l'obtention d'un impact durable, à grande échelle, au niveau national, grâce à une concertation sur les politiques et à un appui technique tout au long du cycle du projet;
 - ii) la promotion de la participation à l'élaboration des politiques aux niveaux mondial et régional, et l'appui des programmes thématiques menés à l'échelle d'un pays;
 - iii) la production de connaissances et de données, l'innovation et la diffusion

² La Coalition étant dirigée par ses membres, les pays qu'elle cible sont ceux dans lesquels une « coalition nationale pour l'accès à la terre » a été créée par des membres nationaux de la Coalition. Le rôle de la coalition nationale est d'organiser les travaux des nombreux membres et partenaires présents dans les pays, dans le cadre d'une stratégie nationale d'engagement établissant un processus de concertation avec le gouvernement national. Ces pays sont, pour l'Afrique: l'Afrique du Sud, le Cameroun, le Kenya, Madagascar, le Malawi, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal et le Togo; pour l'Asie: le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, l'Indonésie, le Kirghizistan, la Mongolie, le Népal et les Philippines; pour la région Europe, Proche-Orient et Afrique du Nord: l'Albanie, la Jordanie et la République de Moldova; pour la région Amérique latine et Caraïbes: l'Argentine, la Colombie, l'Équateur, l'État plurinational de Bolivie, le Guatemala, le Nicaragua et le Pérou. En outre, la Coalition travaille en étroite collaboration avec d'autres coalitions foncières nationales qui bénéficient de l'appui de ses propres membres, comme au Burkina Faso et en Sierra Leone. Parmi ces pays, 13 pays cibles (le Burkina Faso, le Cameroun, la Colombie, le Kirghizistan, le Libéria, le Malawi, la Mongolie, le Népal, les Philippines, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal et la Sierra Leone) ont été sélectionnés pour bénéficier en priorité de la collaboration ciblée instaurée entre le FIDA et la Coalition. Les 15 autres pays sont des pays dans lesquels les stratégies nationales d'engagement de la Coalition sont en vigueur et constituent un point d'entrée supplémentaire pour envisager de mettre en place d'autres activités conjointes entre le FIDA et la Coalition, une fois que les besoins des 13 pays prioritaires auront été satisfaits.

de bonnes pratiques. Dans la majorité des 13 pays faisant l'objet de la collaboration spéciale entre le FIDA et la Coalition, le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) en cours mentionne explicitement la politique foncière ou la gestion des forêts et des pâturages comme des domaines prioritaires pour la participation du FIDA à l'élaboration des politiques. Il s'agit du Burkina Faso, de la Colombie, du Kirghizistan, du Libéria, du Népal, de la République démocratique du Congo, de la République-Unie de Tanzanie et de la Sierra Leone. En matière de participation conjointe à l'élaboration des programmes de pays du FIDA, le Fonds tirera parti, plus systématiquement, du savoir-faire des membres de la Coalition, notamment lors de la formulation des COSOP, au cours de laquelle les membres de la Coalition pourraient être consultés sur les questions foncières.

III. Effets directs/produits escomptés

11. Ce don est une contribution en faveur du programme global des travaux de la Coalition pour les deux prochaines années et il aidera à obtenir les effets directs et produits suivants:
 - i) adoption d'au moins 30 nouvelles politiques ou nouveaux programmes favorisant la sécurité des droits fonciers des populations rurales;
 - ii) appui apporté à au moins 1 680 dirigeants communautaires, défenseurs des droits fonciers et membres du personnel technique actifs dans les plateformes multipartites, grâce aux mesures de renforcement des capacités aux fins de la transformation durable et inclusive du monde rural;
 - iii) élaboration de huit rapports nationaux répertoriant les progrès accomplis à l'égard des cibles des objectifs de développement durable ayant trait aux droits fonciers, et publication d'un rapport mondial sur les questions foncières dans le cadre du Groupe de travail des bailleurs de fonds mondiaux sur les questions foncières;
 - iv) mise en avant des droits fonciers dans les plans d'action répondant à des défis mondiaux dans au moins six grands processus régionaux ou mondiaux (notamment le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, Beijing +25 et le Cadre d'action mondial pour la sécurité foncière).

IV. Modalités d'exécution

12. En tant qu'entité hébergée, le Secrétariat de la Coalition est soumis aux exigences fiduciaires et administratives du FIDA. La Division production durable, marchés et institutions communiquera le budget et les états de présence aux fins du suivi annuel, en lien avec la supervision de la programmation conjointe au titre de la feuille de route du FIDA et de la Coalition.
13. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

V. Coût et financement indicatifs du programme

14. Le coût total du programme s'élève à 18 millions d'USD. Sur ce montant, 1,5 million d'USD seraient fournis par le FIDA dans le cadre du présent don et 7,5 millions d'USD seraient cofinancés par les autres principaux bailleurs de fonds de la Coalition (Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement [BMZ], Commission européenne [CE], Agence suédoise de coopération internationale au développement [ASDI], Fondation Ford [FORD], Wellspring). Les plateformes multipartites prévoient de mobiliser 9 millions d'USD supplémentaires sous forme de financement parallèle.
15. La contribution du FIDA sera versée sur un panier de fonds pour financer la mise en œuvre de la stratégie de la Coalition, dont les composantes précitées font intégralement partie. Le FIDA a ouvert ce compte en 2020, avec l'approbation du

Conseil de la Coalition, pour permettre la mise en commun des fonds de donateurs destinés à financer la stratégie. Ce panier de fonds simplifie la préparation des rapports et renforce la surveillance exercée par le Conseil de la Coalition. Il facilite en outre les processus de gestion financière du FIDA à l'égard de la Coalition. À ce jour, trois bailleurs de fonds (la Direction suisse du développement et de la coopération [DDC], le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement [BMZ] et la Global Land Alliance [GLA]) ont accepté d'utiliser ce compte commun.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>ASDI, CE, DDC, BMZ, Wellspring, FORD, GLA*</i>	<i>Fonds mobilisés par les plateformes</i>	<i>Total</i>
1. Renforcement des plateformes nationales	800 000	4 200 000	5 000 000	10 000 000
2. Données pour la communication de rapports relatifs aux objectifs de développement durable	500 000	1 500 000	2 000 000	4 000 000
3. Sensibilisation	200 000	1 800 000	2 000 000	4 000 000
Total	1 500 000	7 500 000	9 000 000	18 000 000

* Les fonds sont versés sur un panier de fonds.

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>ASDI, CE, DDC, BMZ, Wellspring, FORD, GLA*</i>	<i>Fonds mobilisés par les plateformes</i>	<i>Total</i>
1. Dons/financements ultérieurs	600 000	4 200 000	9 000 000**	13 800 000
2. Frais de voyage	150 000	250 000		400 000
3. Frais de consultants	150 000	450 000		600 000
4. Salaires et indemnités	500 000	2 000 000		2 500 000
5. Frais généraux	100 000	600 000		700 000
Total	1 500 000	7 500 000	9 000 000	18 000 000

* Les fonds sont versés sur un panier de fonds.

** Ces fonds sont mobilisés directement par diverses plateformes au moyen d'appels à propositions ouverts ou en prenant contact avec des bailleurs de fonds dans les pays, et grâce à l'appui technique en matière de mobilisation de fonds fourni par le Secrétariat de la Coalition. Ces fonds sont directement versés aux plateformes et ne sont pas comptabilisés par le système comptable du FIDA. Ils peuvent être considérés comme des financements parallèles aux activités qui font partie de la mise en œuvre de la stratégie de la Coalition, mais ils ne font pas partie des fonds gérés directement par le Secrétariat de la Coalition.

VI. Recommandation

16. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de renforcement des droits fonciers en vue de la prospérité et de la résilience du monde rural, accordera un don d'un montant d'un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour une durée de vingt-quatre mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Results-based logical framework

NB: The ILC strategy 2022-2030 is under consultation to be approved in November 2021 by the Assembly of Members. The results framework may therefore still undergo small changes and will be finalized once the strategy is approved.

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Accelerate progress on SDG land rights targets for rural prosperity and resilience.	<p>% or # of countries that report on land SDGs</p> <p>% of multi stakeholder platform countries in which women's land rights are recognized</p> <p>% of people recognize their land rights as secure in multi stakeholder platform countries</p>	<p>SDG Process & Land Momentum Group (LMG) - include data reported for land indicators 1.4.2, 5.a.1 and/or 5.a.2 or expand to include 15.3.1 on land degradation, as LMG does.</p> <p>available: LANDex + SDG official data for 5.a.2. Composite LANDex Indicator – possible composite structures:</p> <p>Levels of rural tenure security (non-IPLC) + portion of land used/held by IPLC that is recognized. Source: Prindex/Land Mark</p>	<p>Multi stakeholder platforms use Landex; the indicators cover all spheres of ILC work GLOBAL (ILC as a convener) / NATIONAL (policy sphere) / LOCAL (change for people-land tenure security);</p> <p>Countries monitor and report on SDGs</p>
Objectives	<p>Improved policy and capacity to accelerate progress to achieve SDG land rights through:</p> <p>(i) policies and programmes for securing land rights and sustaining rural transformation are formulated and/or implemented in 29 countries</p> <p>(ii) data generation and management systems more effectively track</p>	<p># of Policy changes and practices (behaviours, programmes and budget allocations) in support of securing land rights</p> <p># of Countries in which people's data contributes to SDG Voluntary National Reports and shadow reports on land rights</p>	<p>Sources of information for measuring progress against these indicators</p> <p>ILC M&E system, members reports, thematic leads reports,</p>	

	<p>progress towards SDG land targets, and</p> <p>(iii) international policy processes relevant to rural transformation champion land rights, reflecting the voices and priorities of rural women, youth and indigenous peoples.</p>	<p># of International processes influenced by the land rights claims and priorities of people's organizations, especially of women and youth</p> <p># of Regional and global research and advocacy initiatives that are used by multi stakeholder platforms</p>		
Outcomes/Outputs	<ul style="list-style-type: none"> at least 30 new policies and practices conducive to securing rural people's land rights capacity building and peer to peer sharing for sustainable and inclusive rural transformation reaches at least 1,680 trainees active in multi-stakeholder platforms 8 national reports documenting progress towards SDG land targets, and a Global Land Report under the Global Donor Working Group on Land land rights are prominent in action plans addressing global challenges in at least 6 important regional/global processes (including the United Nations Food Systems Summit, Beijing+25, Global Land Agenda Framework for Action, etc.). 	<p>Indicators to measure whether and to what extent the expected outputs and outcomes will be achieved</p> <p>(same as above)</p>	<p>Sources of information for measuring progress against these indicators</p> <p>ILC M&E system, members reports, thematic leads reports,</p>	
Key activities by component	<p>Component 1:</p> <p>1.1 Support multi stakeholder platforms in 29 countries, as partnerships that offer solutions to land governance challenges.</p>	<p># of ILC members in # of multi-stakeholder platforms</p>	<p>Sources of information for measuring progress against these indicators</p>	

	<p>1.2 Set up a comprehensive learning and capacity strengthening programme for partners in multi stakeholder platforms.</p> <p>1.3 In at least five of the priority countries, ILC will foster strategic collaboration between multi stakeholder platforms on land, government, IFAD, the World Bank and FAO VGGT-related programming.</p> <p>Component 2:</p> <p>2.1 LandEx allows citizen-led data on land to be recognized and to be used to complement official sources.</p> <p>2.2 Through the Global Donor Working Group on Land, of which IFAD is part, ILC is collaborating with FAO and GLTN to develop a Global Land Report.</p> <p>Component 3:</p> <p>3.1 ILC creates opportunities for programming with regional bodies, including AUC, IGAD, ECOWAS, CILSS, NEPAD, CEPAL and United Nations Women</p> <p>3.2 ILC participates in key processes to keep land rights prominent in the development agenda</p>	<p># of learning events and participants (disaggregated by sex)</p> <p># of countries in which people's data contributes to SDG Voluntary National Reports and shadow reports on land rights</p> <p># of Regional and global research and advocacy initiatives that are used by multi stakeholder platforms</p>	<p>ILC M&E system, members reports, thematic leads reports,</p>	
--	---	---	---	--